l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 12/10/2020

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches » (Victor Hugo)

Vendredi dernier, le prix Nobel de la paix, sans trop se mouiller et se cantonnant à récompenser la charité, a été attribué au Programme alimentaire mondial. Du coup, cet organisme rappelait à juste titre que 9 % de la population mondiale ne mange pas à sa faim et que 135 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. En France, à cause de la crise sanitaire et de la vague des licenciements, il y a eu une forte augmentation des demandes d'aides alimentaire en 2020.

La première cause en est la perte d'emploi, en comptant tous les CDD non renouvelés, les 151 000 postes en intérim supprimés. Les licenciements passés et à venir font prévoir un taux de chômage de 10 % d'ici la fin de l'année. Des auto-entrepreneurs, des travailleurs au noir, étudiants, retraités, et tant d'autres pendant le confinement et à sa suite, ont basculé de la précarité à la pauvreté.

L'État a jeté l'aumône : 100 euros d'aides d'urgence et des aides alimentaires aux plus démunis. Des mesures dérisoires quand on a un loyer à payer et des enfants à nourrir.

La crise sanitaire fait exploser les inégalités, les réformes gouvernementales aussi !

Avant la crise, il y avait déjà huit millions de pauvres en France du fait des nombreuses réformes menées par la droite et la gauche depuis des années. La diminution significative des allocations logement a appauvri les plus précaires, en premier lieu les mères célibataires qui ont subi une baisse de 30 % d'aides sur leur loyer. Ce sont aussi les multiples réformes cassant le droit du travail qui, en facilitant les licenciements et la précarité de l'emploi, ont laissé libre cours aux attaques patronales.

**Macron président des riches ?
Non, président des ultra-riches !**

Les priorités des gouvernements Macron depuis le début de son quinquennat ? Appauvrir les pauvres et enrichir les riches. Avant la crise, les réformes fiscales : la suppression de l'ISF, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière et le prélèvement forfaitaire unique, qui ne taxe le capital qu'à 30 % sans progressivité, a concentré et fait exploser le versement de dividendes (avec une hausse de 60 % dès 2018) et permis d'augmenter encore les revenus des 0,1 % les plus riches.

Depuis la crise, le gouvernement a mis des dizaines de milliards sur la table pour « sauver les entreprises », une véritable subvention aux licencieurs. Auchan réalise 1,25 milliard de bénéfices sur les six premiers mois de 2020 et menace plus de 1 400 emplois sur tout le territoire. Sur le plan de relance de 100 milliards d'euros annoncé le 3 septembre, seuls 800 millions vont être investis pour aider les plus précaires.

Malgré les discours du gouvernement et des politiciens de droite comme de gauche, qui sous prétexte de crise appellent les travailleurs à tout accepter, qui peut croire que les capitalistes perfusés n'auraient plus rien pour payer les salariés ?

Premiers contacts et rassemblements entre salariés

Mais les travailleurs menacés de licenciement ou de fermeture de sites ne sont pas restés sans réagir ces dernières semaines. Dans l'aéronautique à Toulouse, à Bridgestone à Béthune ou à la raffinerie de Grandpuits, certains tentent de manifester leur refus de payer la crise par des manifestations locales ou par des prises de contact avec d'autres entreprises ou par des montées à Paris.

Le 17 octobre prochain une manifestation est appelée à Paris par un certain nombre de structures de la CGT. La manifestation aura lieu dans le cadre d'une marche des sans-papiers, qui sont eux aussi des travailleurs menacés au premier chef par le chômage.

**Rendez-vous dans la rue le 17 octobre,
à 14 heures place de la République à Paris**

Nous ne sommes pas des soignants low cost

C'est ainsi que nos collègues de la MAS ont exprimé leur colère jeudi dernier devant les grilles du CHN. Une centaine de personnes était donc présente à l'appel de la CGT et de Sud. En effet, nos camarades de la maison spécialisée travaillent dans des conditions difficiles, accueillant des personnes lourdement handicapées sans personnel suffisant. Les nombreux arrêts de travail démontrent leur épuisement. Alors qu'ils font partie intégrante de l'établissement, ils ont eu la mauvaise surprise d'apprendre que la MAS étant classée dans le médico-social, ils ne bénéficieront pas des 183 euros d'augmentation. Ils ont donc organisé une manifestation où banderoles et chants ont mis une belle d'ambiance.

Même travail, même salaire !

Cette situation scandaleuse touche des services comme les SSIAD (service de soins infirmiers à domicile) ou l'Adapei.

Les collègues du SSIAD de Quingey se sont mobilisés devant leur établissement vendredi après-midi pour crier leur colère. La représentante syndicale CFDT de l'établissement de santé expliquait : *« Si le plan Ségur ne change pas, les assistantes sociales quitteront petit à petit ce service et personne ne viendra les remplacer. »*

Pas la peine d'être grand clerc pour prévoir que si cette situation perdure, et vu le manque de personnel dans le secteur de la santé, les employés du secteur social et médico-social n'y resteront pas.

Embauches et revalorisation des salaires !

Le 15 octobre, des syndicats appellent à une journée de mobilisation dans la santé.

Mobilisons-nous contre les fermetures de lits (30 lits en moins avec la fermeture du SSR), de lignes de Smur et de services, pour des embauches massives (200 000 agents pour les Ehpad et 100 000 pour les hôpitaux), et pour imposer la revalorisation immédiate des salaires des 40 000 camarades qui travaillent dans les secteurs sociaux et médico-sociaux…

Rendez-vous jeudi à 14 heures devant l'hôpital Saint-Jacques

Nouveaux plans blancs dans les hôpitaux

Dans certaines régions, des plans blancs ont été décrétés. À l'AP-HP par exemple, la direction a fait savoir que le personnel soignant devra une nouvelle fois annuler ses congés pour les vacances scolaires de la Toussaint. Une série de mesures a été mise en place pour le paiement des heures supplémentaires et une plus grande attractivité du compte épargne temps, mais rien sur l'embauche importante de personnel. Alors que l'hôpital n'a pas encore eu le temps de rattraper son retard dans la prise en charge des patients non-Covid, 20 % des opérations sont à nouveau déprogrammées.

Seule une colère justifiée pourra infléchir cette politique.

Cherchez l'erreur

Des soignants ayant reçu des primes Covid sont priés de les rembourser. Motif ? L'administration se serait trompée. Pour les recevoir, il aurait fallu avoir travaillé à certains moments et pas à d'autres ; dans certains endroits et pas dans d'autres…

À Bordeaux, après avoir envoyé des courriers de demande de remboursement à des dizaines de soignants du CHU, la direction a finalement reculé. Par peur des réactions ?

IVG : Macron défend le surplace

Le 8 octobre, l'Assemblée nationale a voté l'allongement du délai de recours à l'IVG de 12 à 14 semaines, contre l'avis du gouvernement. Pas sûr que ça suffise pour les 5 000 femmes qui doivent chaque année aller avorter à l'étranger, à cause de médecins pratiquant la « clause de conscience », de la fermeture ces dernières années de plusieurs centres d'IVG pour cause d'économies, et de la politique actuelle des hôpitaux pour lesquels l'IVG n'est pas une priorité en temps de Covid, sans parler des baisses de subventions aux associations et au Planning familial.

En se positionnant contre cet allongement du délai, le gouvernement fait du pied à l'électorat conservateur.

De la carte vitale à la carte bleue

Le gouvernement prévoit de faire payer toute visite aux urgences 18 euros si elle n'est pas suivie d'une hospitalisation. Une pénalité pour « faire respecter le parcours de soin », dit-il en faisant mine d'oublier les déserts médicaux dans les campagnes et quartiers populaires, ou encore que le passage chez un généraliste nécessite souvent d'avancer les 23 euros…

En pleine crise sanitaire, le président des très riches s'attaque à nouveau aux plus pauvres.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/